

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-31 du 26 septembre 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. L'administration met en œuvre les baisses tarifaires prévues dans le cadre de l'accord-cadre transatlantique
2. D. Trump annonce des droits additionnels sur la pharmaceutique, les meubles et les camions à compter du 1^{er} octobre
3. Le Département du Commerce ouvre deux enquêtes sur les équipements médicaux et les machines industrielles

Climat – énergie – environnement

4. Le président D. Trump appelle le monde à abandonner la transition vers les énergies dites « vertes »

Transport et infrastructure

5. Le secrétaire aux Transports annonce plus de 5 Mds\$ pour des projets visant à améliorer la sécurité des réseaux ferroviaires interurbains de transport de passagers.

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Sous la pression des professionnels et des élus, l'USDA prépare un plan de renflouement de l'agriculture américaine

Propriété Intellectuelle

Brèves

Numérique et innovation

Brèves

Santé

7. L'industrie pharmaceutique américaine réagit aux annonces de l'administration sur l'autisme

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'administration met en œuvre les baisses tarifaires prévues dans le cadre de l'accord-cadre transatlantique

Le 24 septembre, l'USTR et le Département du Commerce ont pré-publié une [notice](#) au registre fédéral permettant la mise en œuvre des baisses tarifaires promises à l'Union dans le cadre de la [déclaration conjointe](#) UE/US. Grâce à ces nouvelles mesures, l'UE devient, avec le Royaume-Uni, le seul partenaire majeur à date à bénéficier effectivement de l'ensemble des exemptions et baisses de taux promis par les Etats-Unis. Plus précisément :

- o [Droits réciproques](#) : Ce texte met en œuvre, à compter du 1^{er} septembre, une exemption de droits « réciproques » (15%) pour les secteurs prévus par l'accord-cadre (ressources naturelles non disponibles, produits pharmaceutiques génériques et précurseurs). À noter que ces nouvelles exemptions aux droits « réciproques » ne se substituent pas mais s'ajoutent à celles dont bénéficiait l'Union depuis la mise en œuvre des droits « réciproques », début avril 2025.
- o [Secteur aéronautique](#) : à compter du 1^{er} septembre, les avions civils et leurs pièces sont exemptés des droits « réciproques » ainsi que des droits sectoriels sur l'acier, l'aluminium et le cuivre.
- o [Secteur automobile](#) : à compter du 1^{er} août, baisse du taux global imposés aux voitures de 27,5% à 15%. Pour les pièces de voitures, imposition à 15% ou au taux de la « nation la plus favorisée » (NPF) si supérieur.

2. D. Trump annonce des droits additionnels sur la pharmaceutique, les meubles et les camions à compter du 1^{er} octobre

Le 25 septembre, D. Trump a fait une série d'annonces sur Truth Social relatives à des droits additionnels, à compter du 1^{er} octobre, aux motifs de sécurité nationale (section 232 du Trade Act de 1962) ; il a d'abord annoncé (i) un [droit](#) de 25% sur les camions fabriqués en dehors des Etats-Unis ; (ii) un [droit](#) de 50% sur certains meubles (mobilier de cuisine et de salle de bain), ainsi qu'un d'un droit additionnel de 30% sur les meubles « rembourrés ». Enfin, il a annoncé (iii) un [droit](#) de 100 % sur tout produit pharmaceutique de marque ou breveté, sauf pour les entreprises « en train de construire [leur] usine de fabrication pharmaceutique aux États-Unis ».

Pour rappel, le Département du Commerce avait [ouvert](#), en avril 2025, une enquête en vertu de la section 232 sur les

pharmaceutiques [Voir [Brèves sectorielles du 18 avril 2025](#)] et une enquête sur les camions [Voir [Brèves sectorielles du 25 avril 2025](#)]. Les droits de douane additionnelles sur les meubles pourraient être imposés dans le cadre de l'enquête 232 visant le bois, ouverte en mars 2025. Il ne s'agit que d'annonces à ce stade, mais leur déclinaison juridique par la Maison Blanche devrait intervenir rapidement.

3. Le Département du Commerce ouvre deux enquêtes sur les équipements médicaux et les machines industrielles

Le Département du Commerce a pré-publié hier deux avis d'ouverture d'enquêtes commerciales pour des motifs de sécurité nationale (enquêtes dites 232), visant (i) [les équipements de protection individuelle, les consommables médicaux et le matériel médical](#) et (ii) [les robots et les machines industrielles](#). Les enquêtes ont été ouvertes le 2 septembre en vertu de la section 232 du Trade Expansion Act de 1962, et préparent le terrain à la possible imposition de droits de douane. En vertu de la Section 232, le Secrétaire au Commerce doit soumettre un rapport au Président dans un délai de 270 jours à compter de l'ouverture de l'enquête (29 mai 2026), afin de permettre la mise en œuvre des mesures appropriées destinées à préserver la sécurité nationale.

Dans le cadre de l'enquête sur le matériel médical, l'avis d'ouverture d'enquête mentionne (i) les équipements de protection individuelle (EPI), comprenant, sans s'y limiter les masques chirurgicaux, les gants, les blouses et les composants et pièces médicales associés, (ii) les consommables médicaux (articles à usage unique ou à usage de courte durée), les instruments médico-chirurgicaux (i.e. seringues, aiguilles, pompes à perfusion, pinces, scalpels) et les fournitures médico-chirurgicales (i.e. poches intraveineuses, cathéters, etc.) ; (iii) le matériel médical, soit les équipements durables, outils et machines utilisés dans les soins de santé pour soutenir les soins aux patients ; et enfin (iv) les dispositifs médicaux, soit tout instrument, appareil ou machine utilisé pour le diagnostic, la surveillance ou le traitement de pathologies médicales ; i.e. pacemakers, pompes à insuline, appareils électromédicaux (scanners TDM, IRM), appareils respiratoires, etc.

Dans le cadre de l'enquête sur les robots et machines industrielles, l'avis d'ouverture d'enquête inclut (i) les robots et les systèmes mécaniques programmables et contrôlés par ordinateur, citant par exemple les centres d'usinage CNC (*computer numerical control*), machines de tournage et de fraisage, presses industrielles et machines de formage, ainsi que (ii) les équipements métallurgiques

spécialisés destinés à des applications spécifiques pour le traitement, le formage ou la découpe des métaux.

Brèves

- Cette semaine, le Représentant américain au commerce, Jamieson Greer, s'est [rendu](#) en Malaisie pour participer à la réunion des ministres de l'Économie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).
- Une délégation bipartisane de représentants au Congrès américain, menée par le principal élu démocrate de la commission des forces armées de la Chambre, Adam Smith, s'est [rendue](#) en Chine cette semaine pour renforcer la relation bilatérale entre Washington et Pékin. C'est la première fois depuis 2019 qu'une délégation du Congrès américain se rend en Chine.
- Le 22 septembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) Viviane Barci de Moraes, l'épouse d'Alexandre de Moraes, haut-juge brésilien désigné au titre du régime de sanctions *Global Magnitsky* sur l'atteinte aux droits humains.
- Le 23 septembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) le gang Barrio 18, entité désignée comme organisation terroriste étrangère (FTO) par le département d'Etat le même jour.
- Le 24 septembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) deux ressortissants indiens ainsi qu'une pharmacie en ligne basée en Inde, en raison de leur participation à un réseau de distribution de médicaments contrefaits contenant du fentanyl à destination du territoire américain.
- Le 25 septembre, le département du Trésor a [publié](#) sa règle finale modifiant le nom du régime de sanctions Syrie, désormais intitulé *Promoting Accountability for Assad and Regional Stabilization Sanctions Regulations*, conformément au décret présidentiel du 30 juin 2025.
- Le 25 septembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) cinq individus et une entité pour leur rôle dans le financement illicite des programmes nord-coréens d'armes de destruction massive, notamment par la vente d'armes à la junte militaire birmane.

Climat – énergie – environnement

4. Le président D. Trump appelle le monde à abandonner la transition vers les énergies dites « vertes »

La Maison Blanche a [publié](#) le 23 septembre des extraits du discours que le président D. Trump a prononcé le même jour devant la 80^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, dont une partie a été consacrée aux questions énergétiques et climatiques. Le président Donald Trump a vivement critiqué les politiques de transition énergétique, qualifiant l'« énergie verte » de « supercherie » et avertissant que les pays qui persisteraient dans cette voie risquaient l'échec économique. Le président a également critiqué le système international actuel sur les sujets climatiques dans lequel les pays respectueux des règles étaient pénalisés, au profit des pays ne les respectant pas.

Brèves

- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 24 septembre prévoir la restitution de plus de 13 Mds\$ de fonds non engagés, initialement alloués pour soutenir le programme de la précédente administration, qualifié dans le communiqué de « *Green New Scam* ». Le DoE précise que cette décision s'inscrit dans le cadre du « *Working Families Tax Cut* », législation qui demande aux agences de limiter les dépenses fédérales excessives et d'accélérer le retour des fonds inutilisés au Trésor pour soutenir les contribuables.
- L'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) a [indiqué](#) le 23 septembre avoir pris des mesures pour préserver la disponibilité à long terme du Halon 1301 (bromotrifluorométhane) utilisé pour la lutte contre les incendies dans les secteurs de l'aviation, la défense et l'énergie. L'EPA indique avoir émis des demandes d'information à trois entreprises (American Carbon Registry, Wesco et Tradewater) afin d'en savoir plus sur leurs projets visant à détruire du Halon-1301 en échange de crédits carbone. L'EPA rappelle que le Halon 1301 n'est plus produit en raison de son impact sur la couche d'ozone, mais que les stocks existants aux États-Unis sont gérés et recyclés pour les usages critiques. L'EPA indique que si les stocks américains venaient à disparaître, les États-Unis pourraient devenir dépendants de fournisseurs étrangers dont la Chine.
- L'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) a [annoncé](#) le 22 septembre la publication d'une proposition de révision du processus d'évaluation des risques pour les produits chimiques déjà commercialisés en vertu du « *Toxic Substances Control Act* » (TSCA). L'EPA précise que cette révision cible en particulier les modifications

introduites par l'administration Biden en 2024 au travers de la « *Procedures for Chemical Risk Evaluation under TSCA* ». Elle cite notamment le retour à une évaluation des risques pour chaque usage individuellement, plutôt que pour l'ensemble du produit chimique ainsi que la prise en compte des informations concernant les mesures de contrôle des expositions professionnelles, dont le port des équipements de protection individuelle. Cette révision est soumise à commentaires pendant 45 jours.

- L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a [publié](#) le 22 septembre une étude indiquant que les stockages stationnaires d'électricité sont exploités pour l'arbitrage de prix, c'est-à-dire l'achat d'électricité lorsque les tarifs sont bas et sa revente lorsque les prix sont élevés. L'EIA précise que 66 % de la capacité totale de ces stockages inclut l'arbitrage parmi ses usages, et 41 % est principalement dédiée à cet usage. Le deuxième usage principal reste la régulation de fréquence, utilisée pour maintenir la fréquence du réseau à 60 Hz, représentant 24 % de la capacité. La majeure partie de ces batteries se situe dans les marchés électriques de Californie (CAISO) et du Texas (ERCOT). L'EIA précise que fin 2024, le CAISO comptait 11,7 GW de batteries, dont 43 % principalement pour l'arbitrage, tandis que l'ERCOT disposait de 8,1 GW, dont la moitié principalement dédiée à l'arbitrage.
- Le Département d'Etat a [publié](#) le 22 septembre une déclaration conjointe des Etats-Unis, du Japon et de la Corée du Sud les engageant, entre autres, à renforcer leur coopération trilatérale pour la résilience des chaînes d'approvisionnement, la sécurité énergétique, le développement et la protection des technologies critiques et émergentes ainsi que la diversification des minéraux critiques.

Transport et infrastructure

5. Le secrétaire aux Transports annonce plus de 5 Mds\$ pour des projets visant à améliorer la sécurité des réseaux ferroviaires interurbains de transport de passagers.

Le secrétaire aux Transports, Sean P. Duffy, a [annoncé](#) le 2 septembre la publication par l'Administration fédérale des chemins de fer (FRA) d'un avis de possibilité de financement (Notice of Funding Opportunity ou NOFO) destiné au [Programme national de partenariat ferroviaire](#). Le nouvel avis alloue plus de 5 Mds\$ au financement de projets visant à améliorer la sécurité des réseaux ferroviaires interurbains de transport de passagers.

Le communiqué précise que l'avis comprend environ 2,4 Mds\$ que la FRA a retirés du projet ferroviaire à grande vitesse californien, et explique qu'il s'agit du premier d'une série de « dividendes infrastructurels » de l'administration Trump, dans le cadre desquels les fonds fédéraux seront réaffectés « vers de véritables projets d'infrastructure qui profitent à la population américaine, au lieu d'être gaspillés dans des projets inutiles ».

Le communiqué indique que la FRA republie à cette occasion l'avis pour l'exercice fiscal 2024 en y ajoutant un financement pour le programme national de partenariat ferroviaire FY 2025. L'avis 2024 avait été initialement publié en septembre sous le nom de « Federal-State Partnership for Intercity Passenger Rail Grant Program ». L'avis republié comprend plusieurs changements tels que « l'abrogation des exigences illégales en matière de diversité, d'équité et d'inclusion », un accent mis tout particulièrement sur les projets de sécurisation des passages à niveau (dont le communiqué précise qu'ils sont à l'origine de plus de 2 000 incidents et 200 décès chaque année) ou le « soutien à des projets qui s'alignent sur l'accent mis par l'administration sur la famille américaine et qui garantissent une expérience de voyage plus fluide ». Sur ce dernier point sont notamment cités l'ajout de salles pour les mères, l'agrandissement des salles d'attente, l'ajout de nouvelles toilettes familiales, la création d'aires de jeux pour les enfants et d'autres projets améliorant l'expérience globale des familles dans les gares ferroviaires interurbaines américaines.

Brèves

- Le secrétaire américain aux Transports, Sean P. Duffy, a [annoncé](#) le 23 septembre que l'Administration fédérale de l'aviation (FAA) avait atteint ses objectifs de recrutement de contrôleurs aériens pour l'exercice 2025 en embauchant 2 026 nouveaux contrôleurs. Selon le communiqué « les efforts intensifs (supercharge effort) du secrétaire Duffy sont en bonne voie pour permettre le recrutement d'au moins 8 900 nouveaux contrôleurs aériens d'ici 2028, dont plus de 2 200 au cours de l'exercice 2026 ».

Industrie

Brèves

- Le 25 septembre 2025, le géant du café Starbucks a [annoncé](#), via un communiqué de son PGD Brian Niccol, un plan de restructuration visant une réduction de 1% des restaurants exploités en Amérique du Nord, soit la fermeture de plusieurs centaines d'établissements et le

licenciement de 900 employés d'ici fin 2025. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'annonces faites par le groupe en février dernier du lancement d'une revue complète de ses activités dans l'objectif d'améliorer la performance financière.

- Le 23 septembre 2025, le constructeur automobile Volvo a [annoncé](#) l'agrandissement de son usine implantée près de Charleston en Caroline du Sud afin de produire un nouveau modèle de véhicule hybride d'ici 2030. Le site, inauguré en 2015, produit déjà trois véhicules hybrides et électriques pour le constructeur. Volvo vise une augmentation de ses ventes aux Etats-Unis à hauteur de 60% sur les cinq prochaines années.
- Selon la presse, la compagnie aérienne low cost Spirit Airlines [prévoit](#) le licenciement de 1800 agents de bord à compter du 1^{er} décembre, soit un tiers de ses effectifs de bord. Cette annonce survient moins d'un mois après que l'entreprise a déposé son bilan fin août, ce pour la deuxième fois en un an. Le groupe a entamé une restructuration visant une réduction du groupe d'environ 25% par un abaissement des coûts et une diminution du nombre de vols.

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Sous la pression des professionnels et des élus, l'USDA prépare un plan de renflouement de l'agriculture américaine.

Une [étude](#) réalisée à la demande des producteurs de maïs ([NCGA](#)) et publiée le 17 septembre, montre que près de 8 agriculteurs américains sur 10 estiment être (46%) ou possiblement être (33%) à la veille d'une crise agricole. 65% d'entre eux estiment que leur situation économique est plus préoccupante que celle de l'an dernier et 12% envisagent d'arrêter leur activité (retraite ou arrêt).

Cette forte inquiétude s'explique par un double phénomène : la poursuite, pour la troisième année consécutive, d'une conjoncture défavorable où les prix de vente des principales matières premières sont orientés à la baisse (maïs et soja notamment) alors que les coûts de production restent élevés ou augmentent (intrants, taux d'intérêt) et des difficultés d'exportation vers des destinations traditionnelles et en premier lieu de la Chine. A ce stade, et alors que la récolte a désormais débuté aux Etats-Unis, la Chine n'a pas procédé au moindre achat de soja américain sur la nouvelle récolte privilégiant l'origine sud-américaine (Brésil et Argentine). Une première alerte avait été lancée au Président Trump par les producteurs de soja dans

un [courrier](#) du 19 août. La Chine achète traditionnellement plus de 50% des exportations américaines de soja (50 MT). La fermeture du marché chinois pèse sur les prix américains qui deviennent certes plus compétitifs que les prix brésiliens sans, pour autant, permettre aux exportateurs américains de bénéficier d'opportunités supplémentaires de marché vers d'autres destinations de nature à compenser la perte du marché chinois.

La Secrétaire à l'agriculture, Brooke Rollins, a fait part le 15 septembre de sa préoccupation et de sa volonté d'agir rapidement à l'occasion de la convention annuelle des ministères fédérés de l'agriculture ([NASDA](#)) qui s'est tenue en Arkansas. Si le principe d'une intervention financière d'ampleur en faveur des agriculteurs, au cours de l'automne, semble désormais acquis, reste à en déterminer le montant et surtout le mode de financement. Les fonds disponibles auprès du Commodity Credit Corporation ([CCC](#)) sont insuffisants pour ce faire. Brooke Rollins a évoqué la piste d'un financement du plan de sauvetage de l'agriculture américaine à partir des recettes douanières engrangées depuis avril. Cette piste a été [confirmée](#) par le Président Trump devant la presse, le 25 septembre. Pour mémoire, on rappellera que lors du premier mandat de Donald Trump, face à l'effondrement des exportations agricoles américaines vers la Chine en raison du conflit commercial entre les deux pays, un plan de soutien de 28 Mds\$ avait été mis en place.

Brèves

- Le Département américain de l'agriculture (USDA) a fait savoir, le 21 septembre, que la mouche dénommée « *New World Screwworm* » (NWS ou lucilie bouchère) avait été détectée dans l'Etat du Nuevo León, au Mexique, à 70 miles de la frontière américaine. C'est le foyer le plus septentrional jamais identifié ces dernières années au Mexique. Véritable fléau pour le bétail, le NWS est une mouche qui pond ses œufs sur les plaies superficielles ; les larves se nourrissent des tissus musculaires, provoquant dès lors des lésions invalidantes. Eradiquée dans les années 60 aux Etats-Unis, la maladie menace d'y réapparaître. Sa propagation en territoire américain pourrait générer de lourdes pertes en élevage, estimées à plusieurs milliards de dollars.

Propriété Intellectuelle

Brèves

- Le 22 septembre 2025, John Squires a pris ses fonctions de Sous-Secrétaire d'Etat au Commerce pour la Propriété Intellectuelle et de Directeur de l'USPTO. Lors de son allocution pour [prêter](#) serment, il a

rappelé notamment qu'il croyait « fermement et sans réserve en un système de propriété intellectuelle solide, robuste, expansif et résilient - et tout ce qui va avec ». Il a rappelé que les brevets et les marques constituait l'épine dorsale de l'économie américaine compétitive et que l'Agence était un bras stratégique de la politique nationale économique. Chaque livrable de l'USPTO est un emploi potentiel, une nouvelle entreprise, un avantage concurrentiel ou un actif investissable. Il s'engage en particulier à moderniser les outils d'examen, améliorer la formation interne, garantir un accès équitable pour tous les acteurs, des entrepreneurs solos aux multinationales.

Numérique et innovation

Brèves

- Le 22 septembre, OpenAI et Nvidia ont [annoncé](#) la signature d'une lettre d'intention en vue d'un accord dans le cadre duquel Nvidia fournirait à OpenAI une infrastructure de calcul d'au moins 10 gigawatts pour l'entraînement et l'exploitation de ses modèles d'IA. En contrepartie de parts dans l'entreprise, Nvidia prévoit d'investir jusqu'à 100 Md\$, par tranches successives liées au déploiement de cette puissance de calcul. Une première tranche de 10 Md\$ devrait être versée lors de la signature définitive de l'accord et s'accompagner du déploiement du premier gigawatt de cette capacité dans la seconde moitié de 2026.
- Le 23 septembre, Alphabet, la société mère de Google, a adressé un [courrier](#) au président de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, Jim Jordan (R-Ohio), reconnaissant avoir subi des pressions de l'administration Biden pour retirer des contenus liés à la pandémie de Covid-19 sur ses plateformes, dont YouTube, et qualifiant ces pratiques de « mauvaises et inacceptables (*unacceptable and wrong*) ». Dans ce même courrier, l'entreprise cite le DSA et le DMA comme des législations imposant un « fardeau réglementaire (*regulatory burden*) disproportionné sur les entreprises américaines » et souligne que le DSA pourrait représenter un « risque pour la liberté d'expression à l'intérieur et à l'extérieur des États-Unis ».
- Le 23 septembre, OpenAI a [annoncé](#) la construction de cinq nouveaux centres de données dans le cadre de son projet Stargate, réalisé en partenariat avec Oracle et SoftBank et officialisé en janvier 2025 en présence de Donald Trump [[voir Brèves sectorielles du 24 janvier 2025](#)]. Selon OpenAI, l'ensemble des infrastructures déployées depuis le lancement de l'initiative devrait représenter au total 7

gigawatts de puissance de calcul, pour un investissement global supérieur à 400 Md\$.

- Le 24 septembre, la start-up canadienne Cohere, spécialisée dans les modèles d'IA pour entreprises, a [noué](#) un partenariat avec le fabricant de puces américain AMD, permettant à un plus grand nombre de ses modèles de fonctionner sur l'infrastructure AMD et visant, selon l'entreprise, à faciliter le « déploiement de solutions d'IA souveraines, respectueuses des exigences nationales en matière de données et de sécurité ». Parallèlement, Cohere a [annoncé](#) une levée de fonds de 100 M\$, portant sa valorisation à 7 Md\$. Selon l'entreprise, cette levée de fonds vise à renforcer la commercialisation mondiale de ses solutions, répondant à une demande croissante pour une IA « souveraine et sécurisée ».
- Le 25 septembre, la Federal Trade Commission (FTC) a [annoncé](#) avoir conclu un accord avec Amazon et trois de ses cadres dirigeants, prévoyant le paiement d'une amende d'1 Md\$ et de 1,5 Md\$ de réparations à plusieurs millions de consommateurs pour violation des lois de protection des consommateurs aux États-Unis. Cet accord met fin à un procès [intenté](#) en juin 2023, dans lequel la FTC accusait Amazon d'avoir mis en place des interfaces trompeuses ayant entraîné des souscriptions non consenties à son service Prime et rendu sa résiliation excessivement difficile. Il impose également à Amazon de mettre fin à ces pratiques en modifiant ses services, sous la supervision d'une tierce partie indépendante.

Santé

7. L'industrie pharmaceutique américaine réagit aux annonces de l'administration sur l'autisme

Lors d'une cérémonie à la Maison Blanche le 22 septembre, le Président Trump et le Secrétaire à la santé Robert F. Kennedy ont [annoncé](#) plusieurs mesures destinées à lutter contre l'autisme, dont la prévalence aurait bondi aux États-Unis ces dernières années :

- 1) La mise à jour, par la Food and Drug Administration (FDA), de l'étiquetage de l'acide folinique afin d'élargir ses indications reconnues au traitement de certains symptômes de l'autisme. Cette mise à jour ouvrirait la voie au remboursement du traitement par les programmes Medicaid lorsqu'il serait prescrit pour cette indication.
- 2) Le financement par les Instituts nationaux de la santé (NIH) de 13 projets de recherche sur l'autisme.

- 3) La notification d'un avis aux médecins et la mise à jour de l'étiquetage de l'acétaminophène, afin d'améliorer l'information sur le lien de causalité potentiel entre usage prénatal de ce traitement et troubles neurodéveloppementaux. Le Département de la santé et des services sociaux (HHS) précise vouloir encourager la prise des doses les plus faibles de ce traitement pendant les durées les plus courtes dans les cas de fièvre chez la femme enceinte.

Durant la présentation de ces initiatives, Donald Trump a également [évoqué](#) un possible lien entre certains ingrédients contenus dans les vaccins ou certains schémas vaccinaux et la prévalence de l'autisme.

Dans la foulée de ces annonces, la principale fédération représentative du secteur pharmaceutique aux Etats-Unis, PhRMA, a publié une communication soulignant que de nombreux travaux de recherche scientifique avaient réfuté les allégations établissant un lien entre vaccins et autisme.

Le débat autour d'un possible lien entre acétaminophène et autisme a aussi provoqué des réactions des actionnaires de l'entreprise pharmaceutique Kenvue, qui produit le Tyléno, un des médicaments à l'acétaminophène les plus populaires aux Etats-Unis. Alors que l'action Kenvue avait [chuté](#) ces dernières semaines en anticipation des annonces de l'administration sur le lien de causalité entre ce traitement et l'autisme, celle-ci a [rebondi](#) dans les jours suivant le 22 septembre, reflétant la multiplication des analyses pointant le manque de preuve scientifique pour établir un tel lien de causalité.

Brèves

- Le 22 septembre, le géant pharmaceutique américain Pfizer a [annoncé](#) son acquisition de Metsera, une entreprise de biotechnologies spécialisée dans le développement de traitements anti obésité. Le montant de la transaction s'élève à 4,9 Md\$ de paiements de base, auxquels pourraient s'ajouter des paiements additionnels pour jusqu'à 22,50\$ supplémentaires par action.
- Le 23 septembre, l'entreprise pharmaceutique Eli Lilly a [annoncé](#) un investissement de 6,5 Md\$ dans un nouveau site de production à Houston, au Texas. Cet investissement, qui devrait générer 615 nouveaux emplois qualifiés, représente une partie des 27 Md\$ qu'Eli Lilly s'était engagé à investir aux Etats-Unis sous cinq ans en février dernier [voir [Brèves sectorielles du 28 février 2025](#)].
- Le 25 septembre, la presse a [rapporté](#) que le géant pharmaceutique britannique AstraZeneca avait introduit un recours auprès de la Cour Suprême des Etats-Unis contre une décision de la Cour d'Appel du Troisième Circuit de mai dernier rejetant unanimement les demandes

de l'industrie pharmaceutique contestant la légalité du programme de négociation des prix de Medicare prévu par l'Inflation Reduction Act de 2022.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)